

Copie de conservation et de diffusion, disponible en format électronique sur le serveur WEB du CDC :

URL = <http://www.cdc.qc.ca/prospectives/3/savard-3-3-1967.pdf>

Article revue Prospectives, Volume 3, Numéro 3.

\*\*\* SVP partager l'URL du document plutôt que de transmettre le PDF \*\*\*

# Les programmes du collégial: une marche vers la confusion ou vers l'unification?

par Michel SAVARD \*

S'IL EST un niveau d'étude qui attire l'attention et fait présentement l'objet constant de discussions, c'est bien le niveau collégial, c'est-à-dire celui qui suit le secondaire et précède immédiatement l'Université. Autant l'on chicane sur le nom dont on devrait le baptiser, autant l'on dispute sur sa longueur et sur sa finalité. Les uns voudraient en faire un secondaire prolongé, les autres un début de formation universitaire.

Qu'est-ce au fait que le collégial ?

## Ce qu'il était

Jusqu'à 1950, le cours dit classique formait un bloc solide de huit années que l'on ne songeait même pas à discuter. Certains esprits frondeurs et aux vues avant-gardistes songeaient à le diviser en deux tronçons égaux, séparant de façon précise les études secondaires des études collégiales. Mais, au nom de l'humanisme, on se défendait contre une telle entreprise. C'était là, disait-on, jeter par-dessus bord des caractéristiques essentielles qui avaient fait du Québec une province sans pareille, une province cultivée qui se gargarisait du mot "culture" comme le ferait un pharmacien en mal de vendre sa marchandise.

\* Le père Michel Savard, c.j.m., est directeur des Services pédagogiques à la FCC.

Or voilà qu'en 1956, certains mauvais esprits se mirent à vouloir effacer ces images d'Epinal, images aussi sacrées que Bonaparte au pont d'Arcole ou de saint Bernard prêchant la Croisade. Un peu comme le petit garçon du conte d'Andersen qui criait en montrant le roi: "Le roi est nu", on se mit à crier que la culture était chez nous une "chasse-gardée", réservée à une élite trop peu nombreuse, une tarte à la crème vendue à un prix tellement élevé que le public ne pouvait y goûter.

Ce qui était assez vrai d'ailleurs. Personne ne niait à ce cours ses facultés de séduction, ses qualités de formation. Mais voilà: tous auraient voulu y passer et un très petit nombre y entra. On commençait à parler de ségrégation. On demandait des transformations. Le système public qui s'était limité à offrir, jusque là, tous les autres cours avait eu gain de cause et pouvait maintenant offrir cette formation à sa clientèle à certains endroits de la Province. Dès le début, les "sections classiques" du système public jouirent même d'un privilège énorme que les collèges classiques n'avaient jamais pu gagner: la gratuité scolaire jusqu'à la 11<sup>e</sup> année d'étude. Elles suivaient pour cette section les programmes déjà tracés mais elles exigeaient des transformations. Des discussions suivirent et on en vint à regarder comme légitimes leurs revendications.



## Ce qu'il est présentement

Dès lors on se mit à la tâche et les facultés des Arts, regardées jusque-là comme gardiennes de cette culture, repensèrent leurs notions. À Québec comme à Montréal et à Sherbrooke, on reprit les définitions de base, on repensa les finalités tant du secondaire que du collégial et l'on s'appliqua à les définir de façon plus précise. On demanda aux collèges de séparer le plus possible, dans les rouages administratifs comme dans les méthodes pédagogiques, les quatre années du secondaire des quatre années du collégial. Ce qui se fit à un rythme très rapide dans certains milieux bien préparés, avec hésitation dans les autres. Une chose était cependant acquise dans l'esprit de tous: l'ancien cours classique n'était plus un bloc monolithique, mais se divisait en deux sections bien distinctes, secondaire et collégiale.

Au secondaire fut réservée la formation générale de base à donner aux étudiants et l'apprentissage du métier d'étudiant. Pendant ces quatre ou cinq ans, on devait s'initier à l'art d'apprendre et couvrir l'éventail des matières dites fondamentales. Le collégial devait pour sa part terminer et parfaire cette formation générale, mais surtout amorcer un début de spécialisation par le choix de matières plus concentrées.

Voilà la conception qui a prévalu jusqu'à maintenant. Conception qui s'est graduellement raffinée de façon à donner une valeur plus grande au premier titre universitaire couronnant ces huit années d'études. Le baccalauréat ès arts ne sera donc plus, songeait-on alors, un premier titre universitaire préparant surtout aux carrières dites professionnelles (droit, médecine, notariat, théologie, art dentaire, etc.), mais il devra préparer également aux carrières scientifiques et commerciales.

Ces réformes commencèrent très tôt à la faculté des Arts de Montréal où chaque été les directeurs d'études furent invités à venir travailler (sessions du Lac Trèfle) à cette réforme d'envergure. On commença par sectionner en trois parties les cours qu'un étudiant pouvait choisir à son gré et selon son désir. La philosophie demeurerait matière obligatoire pour tous, mais une philosophie conçue de façon nettement différente. On pria les professeurs enseignant cette matière "de ne plus en faire une dogmatique verbale ou un jeu de subtilités dialectiques. On leur demandait de faire en sorte qu'au-delà des systèmes, elle devienne un approfondissement de la conscience humaine qui, prenant du recul par rapport au fait, à l'événement, à la spécialité, devenait capable de percevoir les ensembles."

L'espace humain est un espace de significations et de valeurs; il importait donc de développer en chacun, autant chez les mathématiciens que chez le littérateur futur, la capacité de déchiffrer en seconde lecture, ces significations et ces valeurs à travers lesquelles s'affirmera toujours une certaine image de l'homme. On le disait carrément — et je crois que les auteurs y croyaient autant que Georges Gusdorf, — la philosophie ne devait pas consister à dissenter sur le sort des électrons, mais à éveiller et développer en chacun le sens de l'humain. Tout ceci sera repris en 1964 par le Rapport Parent, mais était déjà en amorce dans les réformes de Montréal, Laval et Sherbrooke. On voulait éviter que la "terre des hommes" se transforme en un immense désert technique où les médecins deviendraient des réparateurs en appareillages électro-biologiques, les ingénieurs et les techniciens des fabricateurs de villes nouvelles, qui seraient tout, sauf des séjours humains et les physiciens des préparateurs de bombes atomiques.

Les autres matières se séparaient en trois sections préparant d'une part aux sciences humaines, d'autre part aux sciences bio-chimiques et aux sciences physiques-mathématiques. C'était là un point de départ sensationnel qui se perfectionnera en 1960 par l'éclatement même de ces sections, permettant ainsi aux étudiants de sélectionner vraiment les cours aptes à les bien préparer aux carrières entrevues.

Sherbrooke suivit pratiquement les voies tracées par Montréal, mais en donnant à la faculté des Arts des pouvoirs plus étendus et des structures plus adaptées à la notion des *facultés d'Arts et Sciences* des Universités nord-américaines.

D'une façon fort sérieuse, mais toute différente de celle de Montréal et de Sherbrooke, la faculté des Arts de l'Université Laval se mit elle aussi au travail vers la même époque. Mgr Lafrenière, que l'on fit venir d'Amos où il jouait un rôle de premier plan, fut chargé de former une "Commission du programme", composée de professeurs de toutes les disciplines. Cette Commission repensa elle aussi toutes les notions regardées jusque-là comme intangibles. On refit le procès du cours classique traditionnel. On proposa de porter à cinq ans la durée du cours secondaire, et à trois, celle du cours collégial. Tout ce travail se concrétisa dans la rédaction de trois volumineux bouquins qui devinrent la bible des nouvelles humanités. Le travail entrepris attendit pendant une année l'approbation de la "Commission des Études de l'Université". Il l'obtint finalement, assez tôt pour que le départ se fasse en 1961.



Les collègues n'avaient cependant pas perdu leur temps, pendant ces mois. Ils avaient été invités à réviser leur mission en tenant compte des nouveaux principes et à redéfinir leur avenir en examinant le milieu où ils s'enracinaient. On procéda à un inventaire minutieux de toutes les ressources existantes, ce qui permit à la faculté d'autoriser certains collègues à offrir ce nouveau et exigeant programme. Les autres durent continuer à offrir l'ancien programme, mais ils obtinrent des concessions de détails qui les obligèrent à se hausser le plus rapidement possible au niveau demandé ou à se grouper pour devenir plus forts et plus sérieux. Opération fort lourde, longue et ardue qui fournit de volumineux dossiers, mais qui amena d'excellents résultats.

## Le Rapport Parent

En même temps que se faisaient toutes ces réformes, l'Assemblée législative mettait sur pied, en 1960, une Commission royale d'enquête chargée de réviser toute la structure scolaire de la Province de Québec.

Ce n'était pas sans raison d'ailleurs. Si les facultés des Arts repensaient leurs problèmes et cherchaient des solutions, il n'en restait pas moins vrai que le secteur dit classique ne fournissait l'éducation qu'à une infime partie de la jeunesse du Québec. Un peu partout, en sourdine, on critiquait le Département de l'Instruction publique dont la mission était de veiller à la formation de plus de 90% de nos jeunes. On le chargeait de tous les péchés du monde, sans trop savoir pourquoi. La tempête éclata à la manière d'un cyclone. Une voix un peu plus audacieuse osa un jour donner les motifs de ce malaise généralisé. Le gouvernement bougea enfin. Il prit la question au sérieux. Les grands journaux attachèrent le grelot: "On ne veut pas de réformettes, on exige une réforme".

Et c'est ainsi que commença l'enquête royale sur l'enseignement que fut chargé de présider l'ancien recteur de l'Université Laval, Mgr Parent.

On connaît la suite de l'histoire: inutile de la répéter. On créa un ministère de l'Éducation qui devait remplacer l'ancien D.I.P. et, de mois en mois, on suivit le travail des neuf commissaires. De 1959 à 1966, cinq volumes virent le jour. Tous les secteurs de l'enseignement, toutes les structures déjà en place, toutes les disciplines enseignées, toutes les méthodes pédagogiques en vigueur non seulement au Québec, mais à travers le monde furent passés au

peigne fin. Dire que chaque ligne de ce rapport faisait poids et pouvait être acceptée sans réplique serait illusoire. Ce que les commissaires ont voulu composer n'était aucunement une nouvelle "bible". Leur intention était de fournir à toute la population un schéma de réflexions sérieux et logique. Ils y arrivèrent péniblement, mais utilement. On peut ranger certaines pages de ce rapport parmi les plus fécondes que la pédagogie a produites en ces dernières années. On serait donc malvenu de ne pas les considérer et de les regarder comme ouvrage négligeable. La FCC, pour sa part, en a fait grand état, ce qui nous permet aujourd'hui de ne toucher qu'à un aspect de cette "Somme" sans être dans l'obligation de fournir de nouveau nos réflexions sur ses autres parties.

## Ce que sera demain le niveau collégial, dit CEGEP

Le Rapport Parent veut-il conduire le niveau collégial à la confusion ou désire-t-il y apporter de l'unification? C'est la première question que nous nous sommes posée lorsque nous avons pris connaissance de ce qui y était dit sur les années d'étude suivant le niveau secondaire.

On y disait tant de choses que nous n'étions pas habitués à entendre: notre première réaction fut mauvaise, disons-le franchement.

Tout semblait aller à l'encontre de ce que nous faisons au même moment et de l'adaptation désirée au continent nord-américain. On y parlait d'institutions qui s'appelleraient "Instituts" et qui, pour assurer l'éducation au plus grand nombre d'étudiants possible, intégreraient de façon polyvalente les enseignements de type classique, technique, commercial, formation des maîtres, arts familiaux. On demandait à ces institutions de n'offrir que deux ou trois années d'études, puis de laisser les étudiants partir vers des centres d'études universitaires, ou vers le marché du travail. On demandait de supprimer, après cinq années d'études post-secondaires, le titre de bachelier que l'on voulait remplacer par celui de licencié que la France elle-même se préparait à remplacer par l'autre. Puis, après une légère inclination de tête, hommage au travail fait dans les collèges, on demandait à ceux-ci de s'effacer pour laisser la place à ces "instituts polyvalents". Bref, c'était la panique. Si le Ministère acceptait cette politique, il faisait la plus grossière erreur du monde. Nous n'avions pas le droit d'accepter pareille situation.

Des revendications sérieuses furent faites en haut lieu et on en tint compte. Pendant ce temps, également, la FCC se remit à la tâche et repensa la question. L'affrontement fut salubre et il permit de rectifier bien des points de vue. Le mémoire adressé par la FCC au ministre de l'Éducation le 8 mars 1966 et les multiples rencontres qui suivirent furent surtout efficaces. De part et d'autre, on en vint à s'entendre et une collaboration de bon aloi s'établit bientôt. Le projet de loi-cadre (dit bill 21) fut modifié. Les mots collèges et cours collégial furent remis à l'honneur, répondant mieux à l'esprit des études faites en continent nord-américain. Et le projet de loi porta désormais le nom de "loi créant les collèges d'enseignement général et professionnel". C'était là un important changement d'attitude au sein du Ministère.

Il n'était pas moins magistral au sein de la FCC. Jusque-là, l'évolution était faite par les représentants qui siégeaient au comité spécial appelé COPEPP. L'assemblée générale des directeurs d'études des 27, 28 et 29 novembre 1966 devait être déterminante et amorcer une collaboration constante entre les officiers du Ministère et ceux des collèges dit classiques.

Dès le lendemain de cette assemblée, il fut question de la création d'une *Commission générale* dont le but était d'étudier les mécanismes de mise en place des futurs CEGEP. Tout démarra tel que prévu. Que l'on revoie ici les éphémérides de ces activités et l'on comprendra mieux ensuite la logique des faits.

1. Début décembre, création de la Commission générale chargée de coordonner les programmes, d'élaborer les structures de ces futurs collèges polyvalents, Après avoir élargi quelque peu ses cadres, cette Commission tint en décembre et au début janvier plus de six réunions. On y détermine alors les critères suivants:

- A) Au niveau collégial, l'année scolaire est divisée en trois (3) sessions.
- B) Au moins deux (2) de ces sessions comportent chacune quinze (15) semaines d'enseignement, à l'exclusion de la période d'examens.
- C) L'une de ces trois (3) sessions peut être destinée, soit à permettre la reprise de l'un ou l'autre des cours des sessions antérieures, soit à permettre à certains élèves de complé-

ter plus rapidement le nombre de cours requis pour ce niveau d'études.

- D) Pour l'élève, une session comporte normalement six (6) cours. À ces cours s'ajoutent deux (2) heures d'éducation physique par semaine.
- E) Un cours est une unité de quarante-cinq (45) leçons dans une même discipline. À ces leçons s'ajoutent les études et travaux requis par le cours.
- F) Les études de niveau collégial sont couronnées par un certificat.  
Le certificat donnant accès à des études supérieures dans les universités du Québec requiert, en règle générale, vingt-quatre (24) cours.  
Le certificat couronnant les études préparant à l'exercice d'une fonction de travail reconnue comme exigeant une formation de niveau collégial requiert au moins vingt-quatre (24) cours et au plus trente-six (36) cours.
- G) La nature des cours requise est fonction des exigences de la formation et de l'orientation des élèves, compte tenu des règles ci-après formulées.
- H) Huit (8) cours sont obligatoires: quatre (4) de langue et littérature (anglaises ou françaises); quatre (4) de philosophie ou, dans le cas des institutions anglophones, quatre (4) cours de philosophie ou quatre (4) cours jugés équivalents.
- I) L'élève s'inscrit aux cours obligatoires, à des cours constituant un champ de concentration ainsi qu'à des cours complémentaires.
- J) A chaque session, le champ de concentration comprend un minimum de trois (3) cours.
- K) La détermination des cours constituant un champ de concentration est fonction de l'orientation de l'élève, soit vers le marché du travail, soit vers des études supérieures.
- L) Les cours complémentaires sont choisis dans des disciplines autres que celles qui composent le champ de concentration.

2. Les 6 et 7 janvier 1967, à la Villa St-Martin, 150 professeurs du niveau collégial des collèges dits clas-



siques, des écoles normales et des instituts de technologie se réunissent pour élaborer la première version des programmes qui serviront de base de travail aux études subséquentes. La *Commission générale* coordonne ici encore les travaux.

3. Tout comme l'exigeait le règlement n° 3, le ministère de l'Éducation réunit vers la mi-janvier six représentants des universités du Québec et six de ses officiers majeurs. Ce comité qui sera par la suite baptisé du nom de *Comité mixte* examine le travail de la *Commission générale* qu'il approuve à quelques détails près au début de février.

4. Autre grande étape: vers le milieu de février, plus de 200 professeurs représentant chacune des disciplines des six universités du Québec se réunissent à Saint-Hyacinthe avec les 150 professeurs déjà venus à la Villa Saint-Martin afin de discuter avec eux, avec la *Commission générale* et le *Comité mixte* les programmes déjà élaborés.

On s'y entend sur la structure générale des cours, les sessions de scolarité, les cours obligatoires, les cours composant la concentration et les cours complémentaires.

5. Les 6 et 7 mars 1967, consultation des principaux directeurs des écoles où se donne le CPES. Il s'agit ici de déterminer le seuil d'entrée en cette année qui portera désormais le nom de Collège I.

6. À Saint-Hyacinthe, une fois encore, rencontre du *Comité mixte* de la *Commission générale* avec des représentants de chaque faculté des six universités du Québec. Toutes les disciplines de toutes les facultés universitaires, tant anglaises que françaises, y sont représentées. Cette fois encore, l'opération est majeure: il s'agit d'établir le profil des deux ou trois années données dans les CEGEP et de définir les seuils d'entrée en chaque faculté universitaire. Journée longue et parfois pénible, mais qui se termine dans une sorte de "concessus" collectif que reprendront par la suite le *Comité mixte* en une réunion tenue le 27 mars et la *Commission générale* le 4 avril.

7. Enfin, les 5 et 6 avril, assemblée générale spéciale des directeurs d'étude des collèges classiques qui discutent certains profils acceptés précédemment et font valoir leurs idées sur les seuils d'entrée dans ces collèges de type nouveau. Trois recommandations majeures y seront votées; elles seront ratifiées la semaine suivante tant par le *Comité mixte* que par le Conseil général de la FCC.

Les CEGEP peuvent maintenant partir en septembre prochain: l'unanimité n'est peut-être pas encore totale, mais le Ministère, les universités, le Conseil supérieur de l'Éducation et les institutions qui œuvrent à ce niveau veulent le départ des quelques institutions à titre expérimental.

### **Mais, que deviendront les autres collèges qui ne seront pas sujets à la loi-cadre et demeureront soumis aux contrôles des facultés des Arts ?**

Voilà une question que plusieurs se posent et à laquelle nous pourrions répondre fort brièvement: ils demeureront ce qu'ils sont présentement. Il semble assez défini au ministère de l'Éducation que si certains CEGEP étaient mis en place en septembre prochain, ce serait uniquement à titre expérimental. On ne peut donc parler ici de réseau d'institutions polyvalentes, mais d'un petit nombre de maisons appelées à réaliser cette entreprise. Toutes les autres institutions qui œuvrent à ce niveau continueront à le faire comme l'an dernier et sous la dépendance des mêmes organismes: comité de régie pour les écoles normales, Ministère pour les Instituts de Technologie et facultés des Arts pour les collèges classiques.

Cette affirmation doit être fortement mitigée cependant dans le cas des facultés des Arts. Elle garde toute sa force si nous parlons contrôles et examens, mais non si nous parlons programmes. Un effort non équivoque a en effet été tenté par les trois facultés pour ajuster le contenu de leurs cours à celui des nouveaux programmes proposés pour les CEGEP. En des exposés clairs et concis, un représentant de chacune d'entre elles a exposé, devant les directeurs d'études lors de l'assemblée générale spéciale tenue en avril, aussi bien les divergences qui subsisteront entre leurs programmes et ceux des CEGEP que les ressemblances qui rapprocheront désormais ces diverses rédactions de programmes.

Insistant sur la nécessité de revoir certains profils présentés par les universités, Mgr Lafrenière a montré que Laval était déjà entré dans la voie que l'on semblait annoncer comme nouvelle: après le nouveau secondaire de cinq ans, la plupart des facultés de cette Université acceptaient de recevoir les étudiants qui, dans les collèges affiliés auraient complété les deux années d'études collégiales. Il n'a pas caché cependant l'objection faite par plusieurs comi-



és de certaines disciplines qui s'opposaient à voir apparaître, au niveau de Collège I, des cours qui leur semblaient avoir plutôt leur place en Secondaire V, comme prérequis aux études subséquentes. C'est à un argument sérieux que la *Commission générale* aura à régler si l'on ne veut pas que les Collèges d'enseignement général et professionnel soient tout simplement perçus, par les facultés, comme offrant des cours au rabais.

À peu près dans le même sens, le Père Réal Aubin, c.s.v., a montré que le nouveau programme préparé par la faculté des Arts de Montréal, à la demande de ses collèges affiliés, tendait à maintenir le niveau collégial dans les normes de sérieux qui devaient le faire respecter par les facultés universitaires. Le comité de travail chargé d'élaborer ce programme avait en même temps cherché à maintenir les éléments de souplesse que la *Commission générale* avait prévus pour l'entrée dans les CEGEP. Aux 12 crédits en philosophie et aux 12 crédits en français, prévus comme obligatoires pour ces derniers, le programme montréalais ajoute l'obligation d'obtenir 6 crédits en histoire, ce qui ne doit pas être regardé comme une différence majeure puisqu'il s'agit d'une mesure de transition et que les programmes des CEGEP eux-mêmes doivent, dans l'esprit de ceux qui les ont façonnés, être rodés pendant les deux premières années de leur mise en application. Toutes les autres matières sont optionnelles et l'on peut dire que, dans 70% des cas, les descriptions de cours sont pratiquement identiques.

Même attitude à Sherbrooke qui a prévu, nous disait alors l'abbé Lucien Gauthier, un secondaire singulièrement enrichi et comportant un Secondaire V qui, étant réussi, permettrait de faire passer les étudiants, sans difficultés, dans le nouveau Collège I. Là encore cependant, on demande que le rodage des programmes soit suivi attentivement si nous voulons que les facultés admettent sans discussion les diplômés qui sortiront de ces nouveaux collèges.

## Conclusion

Voilà, me semble-t-il, l'état de la question au moment où est écrit cet article (le 15 mai). Si les collèges sont revenus au galop lorsque le Ministère leur a demandé une saine collaboration, c'était pour collaborer réellement. Il faudrait leur en vouloir drôlement pour mésestimer leurs efforts. La partie n'est pas encore gagnée pour les CEGEP, mais disons que tous les éducateurs vont assister vraisemblablement à ce qu'on pourrait appeler "le départ" ou "la mise au jeu". D'autres secteurs ont quand même plusieurs minutes d'écoulées. Il faudrait donc se garder des jugements trop rapides et faire confiance à la bonne foi de tous ceux qui ont collaboré et collaborent encore à l'éducation des jeunes à ce niveau. À mon avis, l'unification est fort bien amorcée •